

Migrants : deux bateaux humanitaires repartent en Méditerranée

Par **La Croix** (avec AFP), le 10/6/2020 à 06h04

Après plusieurs semaines de pause forcée, en partie dues au Covid-19, les opérations humanitaires ont été relancées en Méditerranée pour venir en aide aux migrants libyens à l'approche des côtes italiennes. Ainsi, les bateaux « Mare Jonio » et « Sea Watch 3 » ont quitté la Sicile en début de semaine.



Un navire humanitaire italien a quitté mardi 9 juin au soir le port de Trapani, en Sicile, pour sillonner les eaux de la Méditerranée centrale. Désormais, deux bateaux vont patrouiller dans cette zone pour y secourir les migrants en provenance de la Libye.

→ **ENQUÊTE. Des migrants piégés par le coronavirus**

« Notre navire, le Mare Jonio (...) est sorti hier soir du port de Trapani pour débiter une nouvelle mission en Méditerranée centrale » a annoncé mercredi 10 juin l'ONG Mediterranean Saving Humans, entendant dénoncer « les violations des droits de l'Homme qui s'y produisent sans arrêt » contre les migrants. « On laisse mourir en silence des réfugiés de guerre et des victimes de tortures. Ou ils sont capturés avec la complicité des gouvernements européens pour être ramenés dans les camps de détention libyens », a aussi accusé Mediterranean Saving Humans.

Le vent de la guerre a tourné en Libye

Après une longue pause, le Mare Jonio est le deuxième navire humanitaire à prendre la mer pour la

Méditerranée centrale. L'ONG allemande Sea Watch avait annoncé lundi 8 juin la reprise de ses opérations de sauvetage. Son navire, le Sea Watch 3, a quitté le port sicilien de Messine après trois mois d'immobilisation, et a fait route vers la zone de sauvetage au large des côtes libyennes.

Les sauvetages à l'arrêt depuis début avril

Depuis début avril, toute opération de sauvetage avait cessé et deux bateaux humanitaires qui avaient poursuivi leurs interventions malgré la mise à l'arrêt de l'Europe en raison de l'épidémie de Covid-19, avaient été immobilisés par les garde-côtes italiens pour des raisons « techniques ». Les ONG avaient dénoncé une manœuvre injustifiée uniquement destinée à « perturber leurs missions de sauvetages ».

→ À LIRE. Arrivée de migrants en Italie ce week-end : estimations revues à la baisse

Citant des sources au sein des « services de renseignement », le quotidien *Corriere della Sera* a assuré lundi 8 juin que 20 000 personnes sont prêtes à entreprendre la traversée des côtes de Libye vers l'Italie, souvent un pays de transit pour les migrants vers les autres pays de l'Europe. Les départs des côtes libyennes ont augmenté de 290 %, soit 6 629 tentatives entre janvier et fin avril, comparé à la même période l'an dernier, et de 156 % au départ de la Tunisie, selon le HCR (Haut-Commissariat pour les réfugiés).

Les migrants abandonnés en Méditerranée

Ces chiffres sont également en forte augmentation à Malte, qui a actionné le signal d'alarme face à ce qu'elle considère comme un « tsunami » migratoire et dénoncé l'absence de solidarité des autres pays européens. L'été 2019 a été marqué par de vives polémiques en Italie autour de cette question des migrants, avec la politique anti-migrants du ministre d'extrême droite d'alors Matteo Salvini et la décision transalpine de fermer tous les ports aux ONG secourant les naufragés en mer.

Vers une nouvelle stratégie européenne « commune et solidaire » ?

Avec la baisse des arrivées en hiver, et surtout la crise du Covid-19, qui a touché l'Italie de plein fouet, la question migratoire est aujourd'hui passée au second plan, alors que l'extrême droite a quitté le gouvernement actuel de coalition. Rome cherche désormais l'appui de l'Europe pour gérer la situation en cas de reprise massive des débarquements sur ses côtes cet été.

Migrants en Méditerranée, les drones remplacent les patrouilles maritimes

Cinq pays de l'UE, Italie, Espagne, Grèce, Malte et Chypre, ont présenté récemment à la Commission européenne « une proposition politique en vue de l'élaboration imminente d'une nouvelle stratégie commune et solidaire sur l'immigration et l'asile », selon le ministère italien de l'intérieur.

La Croix (avec AFP)